

RAPPORT N° 14 14 mai 2002
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
**sur le postulat N° 247.00 Dominique Rhême/
Jean-Pierre Dorand (création d'un pôle
«Plateau de Pérolles»)**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport sur le postulat Dominique Rhême et Jean-Pierre Dorand relatif à la création d'un pôle «Plateau de Pérolles». Ce postulat, déposé le 16 novembre 2000 et développé le 14 décembre 2000, demandait la création d'un pôle «Plateau de Pérolles» qui réunisse toutes les institutions actives dans les domaines de la recherche, du développement, du transfert de technologie, en y associant les organismes actifs dans la promotion économique et l'aide à la création d'entreprises.

I Considérations générales

Les pouvoirs publics et les milieux économiques veulent favoriser les relations entre l'enseignement et l'économie. Sur le plateau de Pérolles se retrouvent plusieurs types d'écoles (Université, Ecole d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg, Haute Ecole de gestion, l'Ecole de multimédia et d'art de Fribourg, Ecole des métiers,...) dont le Conseil d'Etat souhaite développer les synergies qui peuvent naître aussi bien entre les instituts de formation qu'avec le monde économique.

Dans sa réponse du 7 mai 2001 au postulat susmentionné, le Conseil d'Etat proposait de développer trois domaines de réflexions, à savoir:

- Quel est le potentiel de création d'entreprises provenant des hautes écoles? Cette étude devrait fournir des indications sur les besoins d'emplacement, de structures et d'appuis à prendre en compte. Ces besoins peuvent varier selon les fondateurs (professeurs, chercheurs ou diplômés), les domaines d'activité et la taille initiale de l'entreprise.
- Les structures déjà mises en place suffisent-elles à répondre aux demandes des entreprises et des créateurs d'entreprises? Une étude réalisée en 1998 avait montré la spécificité de ces structures. Il serait utile d'examiner si leurs activités sont suffisamment coordonnées pour satisfaire au mieux les intérêts des entreprises.
- Par rapport à la nouvelle orientation du développement de l'économie fribourgeoise ainsi qu'à la nouvelle législation sur les hautes écoles, quelles sont les actions à mener pour tirer le meilleur parti des compétences réunies sur le plateau de Pérolles?

II Etude pour la création d'un pôle sur le plateau de Pérolles

Pour favoriser la création d'entreprises en lien avec la formation, les instruments généralement utilisés revêtent la forme de parcs technologiques ou technopôles, de pépinières ou d'incubateurs. Des expériences ont été réalisées en Suisse dans ces domaines, dont il a paru utile de tirer des enseignements pour le plateau de Pérolles. Une étude a ainsi été confiée à MM. Yves Borgeaud, professeur HES, Haute Ecole de gestion, Lausanne et Fribourg, et Antoine Perruchoud, professeur HES, Haute Ecole valaisanne, Sierre.

L'étude réalisée par ces deux experts repose sur deux enquêtes, l'une menée dans les instituts de formation,

auprès des enseignants, collaborateurs scientifiques et étudiants (192 réponses sur 837 questionnaires envoyés) et l'autre dans huit start-ups situées principalement sur le plateau de Pérolles.

Elle a été suivie par un groupe de travail présidé par le directeur de l'Office de développement économique du canton de Fribourg.

Toutes les personnes interrogées sont d'avis que favoriser la création d'entreprises sur le plateau de Pérolles passe d'abord par des mesures d'accompagnement efficaces. Concernant la création d'un technopôle, les appréciations diffèrent entre les personnes sondées dans les écoles et celles qui l'ont été dans les start-ups. Les premières plébiscitent à 80 % la création d'un technopôle, tandis que les secondes sont partagées, car elles se sentent moins concernées. Cependant, les deux parties s'accordent sur le fait que, si un technopôle devait voir le jour, il ne devrait pas être axé sur un thème unique. Les personnes interrogées dans les écoles estiment que les besoins les plus importants lors de la création d'une start-up sont le financement, le coaching et la mise à disposition de locaux équipés. Les besoins principaux exprimés par les start-ups sont de deux ordres: le financement et les conditions-cadres, en particulier l'obtention de permis de travail.

S'agissant de la création d'entreprises dans les hautes écoles, les experts relèvent que le potentiel de création réaliste est d'environ 18 % des répondants, à savoir une trentaine de personnes très intéressées; en supposant que chacune d'elles se lance dans un projet de start-up et si l'on considère la règle souvent constatée de manière empirique sur les différentes pépinières de dix projets déposés pour une ou deux créations d'entreprises effectives, le potentiel de création endogène directement lié aux milieux de la formation sur le plateau de Pérolles est limité à trois à six projets par année.

De manière synthétique, l'enquête effectuée dans les milieux de formation du plateau de Pérolles a révélé un fort soutien à la mise en place d'un centre de création d'entreprises. L'enquête étant très orientée «création d'entreprises», les personnes sondées ont souligné l'importance qu'elles attachent à la construction d'un espace «physique» dédié à l'accueil de jeunes entreprises. Ce souhait correspond au critère «mise à disposition de locaux équipés» cité prioritairement dans les mesures structurelles jugées importantes pour la création d'entreprises.

III Propositions de mesures

Ces mesures se fondent sur les constats suivants:

- Il existe sur le plateau de Pérolles une concentration unique de savoir et de recherche représentés par cinq instituts de formation. Les nouveaux bâtiments, actuellement en construction, de l'Université vont renforcer cette concentration.
- Il existe une volonté des acteurs économiques, en particulier des organes de soutien aux jeunes entreprises, et des responsables de la formation de promouvoir la création d'entreprises dans les hautes écoles.
- Il existe un potentiel de création d'entreprises à mettre en valeur.

Pour le canton de Fribourg, il convient dès lors de se doter d'outils qui correspondent à la nouvelle orientation de l'économie fribourgeoise et à la nouvelle législation sur

les hautes écoles, de mettre les instituts de formation en relation les uns avec les autres, pour promouvoir la création d'entreprises et d'être attractif pour les personnes qui souhaitent réaliser un tel projet.

Trois types de mesures peuvent ainsi être proposés:

A. Mise sur pied d'une pépinière avec incubateur

Sur la base des suggestions des experts, ratifiées par le groupe de travail, la principale mesure proposée consiste en la création d'une pépinière avec incubateur, d'une surface qui pourrait dans un premier temps être de 600 à 1000 m², dont 100 à 200 m² réservés à l'incubateur. Ce dernier serait destiné avant tout aux professeurs, chercheurs et étudiants de toutes les institutions du plateau de Pérolles. Dans l'incubateur, l'interdisciplinarité et les échanges d'expériences deviennent possibles autour d'un même sujet: passer de l'idée à la création d'entreprises. Dans la pépinière, les jeunes entreprises poursuivent leur phase de démarrage jusqu'à atteindre une croissance saine.

La pépinière doit être située à proximité des instituts de formation, c'est-à-dire sur le plateau de Pérolles. Elle implique un investissement de base pour les équipements (télécommunication, mobilier, informatique, salle commune,...) évalué à 1 à 2 millions de francs et un coût de fonctionnement annuel d'au minimum 200 000 francs, notamment pour l'engagement d'un directeur/coach. La pépinière devrait être intégrée au sein d'un organisme existant et opérant déjà dans le domaine de la création d'entreprises.

B. Des mesures d'accompagnement à la création d'entreprises sont en outre nécessaires:

- Créer une dynamique d'échanges de compétences et de présentation des opportunités commerciales (rencontres de type «First Tuesday»).
- Détecter les potentiels créateurs d'entreprises fribourgeois dans les hautes écoles suisses et étrangères et les inciter à s'établir dans le canton de Fribourg.
- Créer une plate-forme internet pour les start-ups, qui répertorierait les start-ups existantes et en phase de création ainsi que leurs besoins et proposerait des contacts privilégiés pour les start-ups.
- Coordonner les activités de la pépinière avec les activités des organismes existants.
- Renforcer les collaborations avec l'industrie privée, par exemple par un réseau de business angels, et faciliter l'accès au financement (seed capital).
- Renforcer, dans les instituts de formation, l'esprit d'entreprise, par des cours, des stages en entreprises, des conférences ou des exercices concrets, notamment des travaux de diplômes portant sur la création d'une entreprise, où seraient associés des futurs ingénieurs et économistes.

C. Domaines d'activité à promouvoir

Il ressort de l'enquête que le développement d'un technopôle à thème unique est rejeté. La pépinière proposée n'est par conséquent pas ciblée sur un domaine particulier. Il convient toutefois de constater que:

- dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications, il existe un pôle de formation et de compétences (international institute of management in telecommunications, les télécommunications à l'Ecole d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg, le

réseau national de compétences en télécommunications ICTnet et l'initiative IT Valley Fribourg);

- au cours des dernières décennies, le canton de Fribourg a su se positionner avantageusement dans le domaine des produits manufacturés (mécanique, électronique,...);
- en terme d'emplois, le domaine de l'agro-alimentaire, puisant ses racines dans un savoir-faire traditionnel réputé, est très important dans le canton.

Ces trois domaines devraient dès lors être privilégiés, en cas de création d'une pépinière d'entreprises.

IV Conclusion

Un rapprochement entre les instituts de formation et l'économie devrait permettre la création d'entreprises et favoriser la compétitivité des entreprises. La force du plateau de Pérolles réside dans une concentration de savoir, qui mérite d'être mieux mise en valeur. Les mesures proposées sont avant tout pratiques: la création d'entreprises repose sur les conditions-cadres existantes et, s'agissant des start-ups, sur un état d'esprit ou un environnement favorable. Plusieurs partenaires opèrent déjà dans cet esprit en faveur des jeunes entreprises: Relais Technologique Fribourg (RTF), Capital Risque Fribourg SA, GENILEM, POLYGON et la Promotion économique du canton de Fribourg. Chacune dans son domaine, ces organisations sont en première ligne pour aider les start-ups dans leur phase de démarrage; elles forment en outre un réseau, qui permet le traitement rapide des demandes selon les besoins de chaque projet. Par la création d'une pépinière, le canton de Fribourg se doterait d'un accès aux sources des nouvelles technologies réunies en un seul lieu, dans différents instituts de formation.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat entend donner suite au postulat et poursuivre les travaux en faveur de la création d'une pépinière sur le plateau de Pérolles. Une étude de détail doit être entreprise, en étroite collaboration avec les milieux économiques. Le Conseil d'Etat propose de prendre acte du présent rapport.

BERICHT Nr. 14 14. Mai 2002
des Staatsrats an den Grossen Rat
**zum Postulat Nr. 247.00 von Dominique Rhône/
Jean-Pierre Dorand (Schaffung eines Wissens-
schafts- und Technologieparks «Perolles-Ebene»)**

Wir unterbreiten Ihnen den Bericht zum Postulat Dominique Rhône und Jean-Pierre Dorand über die Schaffung eines Wissenschafts- und Technologieparks «Perolles-Ebene». Mit dem am 16. November 2000 eingereichten und am 14. Dezember 2000 begründeten Postulat wurde die Schaffung eines Wissenschafts- und Technologieparks «Perolles-Ebene» verlangt, der alle in Forschung, Entwicklung und Technologietransfer tätigen Institutionen sowie Organisationen, die sich mit der Wirtschaftsförderung und der Unterstützung von Unternehmensgründungen beschäftigen, zusammenfassen würde.

I Allgemeine Überlegungen

Die Behörden und die Berufsverbände möchten die Beziehungen zwischen Ausbildung und Wirtschaft fördern. Auf der Perolles-Ebene finden sich mehrere Schultypen (Universität, Hochschule für Technik und Architektur Freiburg, Hochschule für Wirtschaft Freiburg, Schule für Kunst und Multimedia Freiburg, Lehrwerkstätte usw.); der Staatsrat möchte sowohl zwischen diesen und der Wirtschaft, wie auch zwischen den verschiedenen Ausbildungseinrichtungen Synergien entwickeln.

In seiner Antwort vom 7. Mai 2001 auf das erwähnte Postulat schlug der Staatsrat vor, Überlegungen zu den folgenden drei Fragenkomplexen anzustellen:

- Wie gross ist das Potential an Unternehmensgründungen, das von den Hochschulen ausgeht? Eine entsprechende Untersuchung müsste Angaben über die wichtigsten Bedürfnisse punkto Standort, Strukturen und Unterstützung liefern. Diese Bedürfnisse können je nachdem, wer ein Unternehmen gründet (Dozent, Forscher oder Studienabsolventen), und je nach Tätigkeitsbereich und Anfangsgrösse des Unternehmens variieren.
- Genügen die schon bestehenden Strukturen zur Abdeckung der Bedürfnisse der Unternehmen und der Unternehmensgründer? Eine Studie zeigte 1998, wie spezialisiert die bestehenden Beratungsorganisationen sind. Es wäre sinnvoll zu prüfen, ob die Koordination zwischen diesen Organisationen eng genug ist, um die Bedürfnisse der Unternehmen zu erfüllen.
- Welche Massnahmen müssen angesichts der Neuausrichtung der Freiburger Wirtschaftsförderung und der neuen Gesetzgebung über die Fachhochschulen ergriffen werden, damit die auf der Perolles-Ebene vereinten Kompetenzen optimal genutzt werden können?

II Studie über die Schaffung eines Wissenschafts- und Technologieparks auf der Perolles-Ebene

Die üblichen Instrumente zur Förderung von Unternehmensgründungen an Ausbildungseinrichtungen sind Technologieparks und Gründerzentren. In der Schweiz hat man in diesen Bereichen schon Erfahrungen gemacht, und es schien sinnvoll, aus den gemachten Beobachtungen Lehren für die Perolles-Ebene zu ziehen. Deshalb wurden Yves Borgeaud, Fachhochschuldozent, Hochschulen für Wirtschaft Lausanne und Freiburg, und Antoine Perruchoud, Fachhochschuldozent, Hochschule Wallis, Sierre, beauftragt, eine entsprechende Studie durchzuführen.

Die Studie dieser beiden Experten beruht auf zwei Umfragen; die eine wurde in Ausbildungseinrichtungen, bei Dozierenden, wissenschaftlichen Mitarbeitern und Studierenden, durchgeführt (Rücklaufquote 192 von 837 versandten Fragebögen), die andere bei acht Start-ups, die hauptsächlich auf der Perolles-Ebene angesiedelt sind.

Die Studie wurde von einer Arbeitsgruppe, präsiert vom Direktor des Amtes für Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg, begleitet.

Alle Befragten waren der Meinung, dass die Förderung von Unternehmensgründungen auf der Perolles-Ebene zuerst einmal ein Angebot an wirksamen Begleitmassnahmen voraussetzt. Bei der Frage der Schaffung eines Wissenschafts- und Technologieparks gehen die Meinungen je nachdem, ob die befragte Person aus einer Ausbil-

dungseinrichtung oder aus einem Start-up stammt, auseinander. Die einen befürworten zu 80 % die Schaffung eines Wissenschafts- und Technologieparks, während die andern geteilter Meinung sind, da sie sich weniger davon betroffen fühlen. Beide Gruppen sind sich aber einig darin, dass ein Technologiepark, falls er zustande käme, nicht auf ein einziges Thema ausgerichtet sein sollte. Die Befragten in den Ausbildungseinrichtungen sind zudem der Meinung, dass die wichtigsten Bedürfnisse, die bei der Gründung eines Start-ups abgedeckt sein müssen, Finanzierung, Coaching und die Verfügbarkeit von Räumen mit Infrastruktur sind. Die Start-ups erwähnten zwei Hauptbedürfnisse: Finanzierung und gute Rahmenbedingungen, insbesondere die Erteilung von Arbeitsbewilligungen.

Zur Gründung von Unternehmen an Ausbildungseinrichtungen merken die Experten an, dass das Gründungspotenzial realistischerweise bei etwa 18 % der Auskunftspersonen, das heisst bei etwa dreissig Personen mit grossem Interesse liegt; wenn man davon ausgeht, dass jede dieser Personen ein Projekt für einen Start-up in Angriff nimmt, und wenn man von der in verschiedenen Gründerzentren empirisch bestätigten Regel ausgeht, dass bei zehn eingereichten Projekten effektiv ein bis zwei Unternehmensgründungen zustande kommen, beschränkt sich das hiesige Gründungspotenzial an den Ausbildungseinrichtungen auf der Perolles-Ebene auf drei bis sechs Projekte im Jahr.

Zusammenfassend hat die Umfrage bei den Ausbildungseinrichtungen auf der Perolles-Ebene gezeigt, dass die Schaffung eines Gründerzentrums grosse Unterstützung findet. Da die Umfrage sehr auf die Frage der Unternehmensgründung ausgerichtet war, betonten die Befragten die Wichtigkeit, die sie der Schaffung eines «physischen» Raums zur Aufnahme von Jungunternehmen beimessen. Dieser Wunsch entspricht dem vorher angesprochenen Kriterium «Verfügbarkeit von Räumen», das zu den vorrangigen strukturellen Massnahmen gezählt wurde, die die Gründung von Unternehmen begünstigen.

III Vorgeschlagene Massnahmen

Diese Massnahmen beruhen auf folgenden Feststellungen:

- Auf der Perolles-Ebene findet sich dank der fünf Ausbildungseinrichtungen eine einmalige Ballung von Kenntnissen und Forschungskapazitäten. Die neuen Universitätsgebäude, die momentan gebaut werden, werden diese Konzentration noch verstärken.
- Die Wirtschaftsakteure, insbesondere Organisationen, die Jungunternehmen unterstützen, und die Verantwortlichen der Ausbildungseinrichtungen sind gewillt, die Gründung von Unternehmen an Hoch- und Fachhochschulen zu unterstützen.
- Es besteht ein Gründungspotenzial, das genutzt werden sollte.

Der Kanton Freiburg muss sich deshalb Instrumente geben, die der Neuausrichtung der Freiburger Wirtschaft und der neuen Hoch- und Fachhochschulgesetzgebung entsprechen, die Ausbildungseinrichtungen so miteinander vernetzen, dass die Gründung von Unternehmen gefördert wird, und attraktiver werden für Personen, die ein solches Projekt realisieren wollen.

Es können drei Arten von Massnahmen vorgeschlagen werden:

A. Schaffung eines Gründerzentrums

Auf Grund der Empfehlungen der Experten, die von der Arbeitsgruppe gebilligt wurden, wird als wichtigste Massnahme vorgeschlagen, ein Gründerzentrum mit einem Forum einzurichten, dessen Fläche am Anfang 600 bis 1000 m² betragen könnte, wovon 100 bis 200 m² dem Forum vorbehalten wären. Dieses Forum wäre v.a. für die Dozierenden, Forschenden und Studierenden aller Institutionen auf der Perolles-Ebene bestimmt. Dort wäre ein interdisziplinärer Erfahrungsaustausch über das gemeinsame Thema des Wegs von der Idee bis zur Unternehmensgründung möglich. Im Gründerzentrum würden die Neugründungen dann ihre Startphase weiterführen, bis sie ein gesundes Wachstum erreichen.

Das Gründerzentrum müsste in der Nähe der Ausbildungseinrichtungen liegen, das heisst, auf der Perolles-Ebene. Es würde eine Grundinvestition für Infrastruktur (Telekommunikation, Mobiliar, Informatik, Gemeinschaftsraum usw.) von schätzungsweise 1 bis 2 Millionen Franken und jährliche Betriebskosten, insbesondere für die Einstellung eines Direktors/Coaches, von mindestens 200 000 Franken erfordern. Das Gründerzentrum müsste in eine bestehende Organisation integriert werden, die schon im Bereich der Unternehmensgründungen tätig ist.

B. Zudem sind Begleitmassnahmen für Neugründungen erforderlich:

- Schaffung eines dynamischen Umfelds für den Wissensaustausch und die Präsentation von Geschäftsideen (Treffen in der Art des «First Tuesday»)
- Identifizierung von potentiellen Freiburger Unternehmensgründern an Hoch- und Fachhochschulen in der Schweiz und im Ausland mit dem Ziel, diese dazu zu bewegen, sich im Kanton Freiburg niederzulassen
- Schaffung einer Internet-Plattform für Start-ups, die bestehende und in Gründung begriffene Start-ups und deren Bedürfnisse auflisten und damit den Start-ups die Kontaktaufnahme erleichtern würde
- Koordination der Tätigkeit des Gründerzentrums mit der Tätigkeit bestehender Organisationen
- Verstärkung der Zusammenarbeit mit der Privatindustrie, z.B. durch ein Netz von sog. Business Angels, und Erleichterung des Zugangs zu Finanzen (Seed Capital)
- Stärkung des Unternehmergeistes in den Ausbildungseinrichtungen durch Kurse, Unternehmenspraktika, Vorträge oder konkrete Übungen, u.a. durch Diplomarbeiten zu Unternehmensgründungen, an denen zukünftige Ingenieure und Ökonomen beteiligt sind.

C. Wirtschaftsbereiche, die gefördert werden sollten

Aus der Umfrage geht hervor, dass die Schaffung eines Technologieparks mit nur einem Thema abgelehnt wird. Das vorgeschlagene Gründerzentrum sollte sich deshalb

nicht auf einen bestimmten Tätigkeitsbereich beschränken. Es ist aber darauf hinzuweisen, dass:

- im Bereich der Informationstechnologie und der Telekommunikation schon ein Ausbildungs- und Kompetenzzentrum besteht (International Institute of Management in Telecommunications, Fernmeldetechnische Schule an der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg, nationales Kompetenznetzwerk für Telekommunikation ICTnet und die Initiative IT Valley Fribourg);
- es dem Kanton Freiburg in den letzten Jahrzehnten gelungen ist, sich im Bereich der verarbeitenden Industrie gut zu positionieren (Maschinenbau, Elektronik usw.);
- bei den Arbeitsplätzen der Landwirtschafts- und Ernährungssektor, der auf traditionellem und gut etabliertem Know-how beruht, im Kanton eine sehr wichtige Rolle spielt.

Diese drei Wirtschaftsbereiche sollten deshalb bei der Schaffung eines Gründerzentrums Priorität haben.

IV Schlussbemerkungen

Eine Annäherung der Ausbildungseinrichtungen und der Wirtschaft würde Unternehmensgründungen ermöglichen und die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen erhöhen. Die Stärke der Perolles-Ebene liegt in der Konzentration von Fachwissen; dieses sollte besser genutzt werden. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind vor allem praktischer Art: Unternehmensgründungen hängen von den bestehenden Rahmenbedingungen ab; insbesondere Start-ups brauchen eine aufbauende Atmosphäre oder ein günstiges Umfeld. Mehrere Partner wirken schon in dieser Richtung zu Gunsten von Jungunternehmen: Technologie-Relais Freiburg (Relais Technologique Fribourg, RTF), Risiko Kapital Freiburg AG, GENILEM, POLYGON und die Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg. Jede dieser Organisationen setzt sich auf ihrem Gebiet dafür ein, Start-ups in der Startphase zu unterstützen; sie sind zudem vernetzt, so dass die Gesuche der einzelnen Projekte bedürfnisgerecht und rasch behandelt werden können. Mit der Schaffung eines Gründerzentrums würde der Kanton Freiburg an einem zentralen Ort, in verschiedenen Ausbildungseinrichtungen, Zugang zu einem «Incubator» für neue Technologien erhalten.

Auf Grund dieser Überlegungen will der Staatsrat dem Postulat Folge leisten und die Arbeiten zur Schaffung eines Gründerzentrums auf der Perolles-Ebene fortführen, indem in enger Zusammenarbeit mit der Wirtschaft eine detaillierte Studie durchgeführt wird. Unter dessen beantragt Ihnen der Staatsrat, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.